

Maroc : Consultations de 2009 au titre de l'article IV - Rapport des services

FMI

Washington : FMI, 2010 - 50 p.

Source : FMI,

http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2010/cr1058f.pdf

Tags : Economie | Développement | Réformes | Maroc

Grâce à la dynamique de réformes structurelles menées durant cette dernière décennie, le Maroc a fait preuve de résilience face à la crise. L'assouplissement de la politique monétaire et budgétaire ainsi que l'efficacité de la supervision du secteur financier ont renforcé la confiance des investisseurs et soutenu la demande intérieure, devenue le moteur clé de la croissance de l'économie nationale.

Pour 2010, le Maroc est appelé à poursuivre les efforts engagés afin de soutenir l'activité économique en perspective d'une conjoncture internationale difficile. Le secteur non agricole marocain pourrait connaître une expansion positive si la situation en Europe s'améliore plus rapidement que prévu. Dans ce contexte, les autorités marocaines ont opté pour l'augmentation des dépenses en capital plutôt que sur les dépenses courantes, tolérant ainsi un léger creusement du déficit budgétaire.

A moyen terme, l'objectif du Maroc est de stimuler sa croissance en vue d'améliorer le niveau de vie et de trouver des

solutions au problème du chômage élevé au niveau des jeunes.

En termes de compétitivité, qui demeure un sujet de préoccupation majeure, la stratégie de croissance poursuivie par le pays et qui est fondée sur la demande intérieure risque de ne pas aboutir aux taux de croissance escomptés à moyen et long terme.

Concernant les finances publiques, des réformes visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques seront nécessaires pour renforcer le rendement des investissements publics. D'autres réformes structurelles seront indispensables pour stimuler la productivité économique et corriger les problèmes persistants de la compétitivité. Dans le domaine social, des efforts restent à fournir, en ce sens que malgré les acquis de ces dernières années, plusieurs indicateurs sociaux restent faibles notamment ceux relatifs aux services d'éducation et de santé.

